

LE 10^{ème} HOMME

Supplément: *Les Dessous de l'UE*

European Green Deal : la fin de l'industrie libre en Europe

Par Bill Wirtz



Crédits photos : Symbiot/ Shutterstock.com

Les Dessous de l'Union Européenne

Introduction

L'Union européenne vient de présenter son "**European Green Deal**". Inspiré dans sa nomenclature par le "New Deal" du président américain Franklin Roosevelt, ce programme a pour ambition d'attaquer l'urgence climatique, en reconstruisant la production énergétique, en changeant les modes de production des entreprises et en taxant plus la pollution. C'est une combinaison d'incitations, de punitions et de normes légales.

Toute la machine politique européenne est à la manœuvre. On parle de 25% des dépenses européennes qui seront dévolues à la transition écologique. L'UE se transforme en machine à « laver » l'Europe... un *greenwashing* intégral.

Derrière cette ambition réside l'idéologie écologiste, combiné à une volonté protectionniste et évidemment d'un profond rejet du capitalisme de libre-marché.

Si l'Union européenne accepte ce gigantesque plan, on peut sérieusement prédire qu'il s'agira là du pire acte légal de la nouvelle législature. Croyez-moi.

Table des matières

Introduction.....	2
Un « deal » proche de sa version américaine	3
La sidérurgie va souffrir... mais pas qu'elle	5
L'écologie : un business sans fin	6
Les pays de l'Europe de l'Est face à l'écologie de l'Ouest.....	7
Conclusion	8

Un « deal » proche de sa version américaine

Lors de la présentation du « *European Green Deal* », la présidente Von der Leyen [a déclaré](#):

*"[...] Soit cette transition fonctionnera pour tous et sera juste, soit elle ne fonctionnera pas du tout. C'est pourquoi "le mécanisme de transition juste" est un élément essentiel du European Green Deal. Nous avons l'ambition de **mobiliser 100 milliards d'euros** précisément destinés aux régions et aux secteurs les plus vulnérables".*

Cela signifie que ce deal prévoit des nouvelles règles pour tous... mais aussi une quantité d'exceptions et d'aides pour ceux qui pourraient en souffrir.

Bien que ce plan soit moins ambitieux que le "Green New Deal" de la jeune députée américaine Alexandria Occasio-Cortez, qui s'élevait à 93 000 milliards de dollars, les plans de l'UE contiennent également **des dispositions qui coûteraient beaucoup plus cher que le montant initial annoncé.**

L'une des propositions phares de cet accord européen est la **taxe carbone aux frontières**, également connue sous le nom d'"ajustement aux frontières". Cette mesure tente d'atténuer les effets des "fuites de carbone".

La fuite de carbone est une conséquence non intentionnelle créée par les normes environnementales. Si vous exigez de l'industrie de votre pays qu'elle adopte certaines normes de production, de nombreuses entreprises choisiront de fabriquer leurs produits en dehors de la juridiction où ces règles s'appliquent. Par exemple, une usine en Pologne liée par les règles environnementales de l'UE pourrait choisir de produire en Ukraine, qui n'est pas membre de l'UE, puis de ramener les marchandises en Pologne.

Il s'agit d'un effet bien connu de l'augmentation des taxes, des impôts ou de la loi du travail. Il est par exemple reconnu que les pays pratiquant un salaire minimum ont entraîné une fuite de certaines industries, vers des pays moins chers, comme la Roumanie ou la Bulgarie.

Cependant, on peut affirmer que malgré son nom, la mesure ne sera pas une taxe au sens réel du terme. En effet, l'UE va introduire une quantité assez impressionnante d'exceptions plutôt que d'introduire un prélèvement universel. C'est là que ça devient un peu plus technique.

En effet, une telle "taxe" environnementale n'a jamais été appliquée nulle part dans le monde, et on peut se demander si elle est réellement légale selon les règles de l'Organisation mondiale du commerce. Il faut savoir que l'OMC peut annuler des mesures commerciales si elle les juge contraires aux accords commerciaux qui ont été signés ou si elles profitent injustement à un pays au détriment des autres.

L'UE semble en être consciente et ont déjà réfléchi à une solution, par le biais de son **système d'échange de quotas d'émission (SCEQE)**. Ce cadre fait payer aux industries le CO2 qu'elles émettent, en quantifiant le coût environnemental d'une tonne de dioxyde de carbone.

La directive établissant le SCEQE stipule que les mesures de soutien aux industries à forte intensité énergétique doivent être réexaminées à la lumière des développements internationaux, et qu'un tel réexamen "pourrait" inclure la question de savoir "s'il convient de remplacer, d'adapter ou de compléter toute mesure existante visant à prévenir les fuites de carbone par des ajustements aux frontières du carbone" (UE 2018). En clair : en disant que les importateurs doivent respecter les lois climatiques de l'UE, **l'union contourne les règles commerciales internationales fixées par l'OMC**.

Par exemple, l'UE pourrait exempter les importations d'acier et d'aluminium (qui ont d'importantes émissions de dioxyde de carbone) des quotas gratuits, ce qui affecterait considérablement les importations étrangères. Malgré cela, ce système pénaliserait l'Europe dans son exportation, car ses normes environnementales sont trop coûteuses pour entrer en concurrence avec les producteurs asiatiques ou américains.

La sidérurgie va souffrir... mais pas qu'elle

Une des industries particulièrement frappée par la taxe carbone aux frontières est l'acier. En plus d'être ciblé par les écologistes, celle-ci se trouve aussi dans une bataille de taxes de douanes entre la Chine, les Etats-Unis et l'Union européenne.

Si l'industrie aura une taxe carbone, on peut se demander quel est le but d'offrir des quotas gratuits aux industries. La Commission cherche un secteur pour expérimenter ce système de prélèvement aux frontières. La sidérurgie est en première ligne en raison de son potentiel de « décarbonisation » en transformant à des fours à hydrogène ou au gaz.

L'industrie sidérurgique est favorable à un prélèvement frontalier sur le carbone tant qu'elle pourra conserver les quotas gratuits existants. En quelque sorte, cela veut dire : "Taxez au maximum les pollueurs étrangers, mais pas nous, merci !".

Il y a évidemment de nombreux autres secteurs qui vont être touchés dans les prochaines années. Voici une liste des prochaines cibles évidentes :

- L'aviation
- Le fret maritime
- Le charbon
- Le gaz
- Les appareils ménagers électriques
- Le textile

L'écologie : un business sans fin

Deux industries vont profiter financièrement de l'intervention de l'UE :

- Les industries dans le secteur de l'énergie « verte » (la green-tech)
- et l'automobile (électrique).

La Commission prévoit de revoir les règles de subvention pour l'environnement et l'énergie « afin de les rendre conformes au Green Deal » et de faciliter le financement des projets nationaux.

La Commission proposera également une stratégie industrielle d'ici mars sur des thèmes stratégiques clés annoncés en février, qui comprendra notamment un projet pour les batteries électriques et le développement du moteur à hydrogène.

Est-ce nouveau ? La révision des aides n'est pas nouvelle. Les règles actuelles doivent expirer d'ici la fin de 2020 et les résultats d'une première évaluation sont attendus au premier trimestre de l'année prochaine. La Commission s'attend à ce que les lignes directrices soient mises à jour d'ici 2021.

Impact potentiel : Les investissements dans les industries stratégiques sont présentés comme essentiels pour faciliter la transition verte - tout en veillant à ce que les industries de l'Union ne soient pas perdantes face aux concurrents mondiaux.

Exemple des effets : Il faut comprendre que les secteurs « verts » subventionnés peuvent autant bénéficier que perdre lorsque les règles seront revues. Un exemple est celui du Danemark qui a décidé, après analyse du véritable impact écologique, d'arrêter le crédit à l'impôt sur les véhicules électriques. En conséquence, les ventes de la Tesla au Danemark [ont chuté de 94%](#).

Comme vous le voyez, ces secteurs peuvent tout gagner comme tout perdre sur une décision politique.

Les pays de l'Europe de l'Est face à l'écologie de l'Ouest

Les pays qui utilisent beaucoup de charbon dans leur bouquet énergétique seront sans aucun doute confrontés à un défi majeur pour parvenir à des émissions nulles d'ici 2050.

Les coûts d'investissement de transition pour des pays comme la Pologne, la République tchèque, ou la Hongrie sont très importants.

Selon une analyse du WWF, les besoins d'investissement supplémentaires pour la Pologne se situent entre 7,5 et 18 milliards d'euros.

Des pays comme l'Allemagne ou la France, qui sont très favorables aux mesures écologistes fortes, ont peur que les pays d'Europe centrale créent une alliance avec d'autres pays membres au Conseil européen, afin de bloquer le projet.

A ses fins, Paris et Berlin ont préféré promettre de larges subventions pour contenter Varsovie, Prague et Budapest.

Ainsi va la politique européenne : la diversité idéologique et économique des différents pays européens est telle qu'un consensus se paie très cher... en argent du contribuable.

Conclusion

L'écologisme européen est bien plus qu'une idéologie politique, c'est aussi un excellent business.

En réalité, tout le secteur industriel européen sera directement dépendant des subventions et des protections étatiques à l'encontre de l'extérieur. En effet, sans ces aides, l'industrie ultra réglementée par les normes écologiques ne sera plus rentable.

Le tissu économique européen va de plus en plus être dépendant de la politique. De ce fait, le lobbyisme aura un rôle capital pour toute industrie souhaitant survivre en Europe.

La conséquence claire de ce *Green Deal* sera l'enfermement de l'économie européenne en un vase clos qui ne profitera qu'aux entreprises qui auront réussi leur travail politique dans les instances politiques.

On assiste peu à peu à la transformation de l'économie européenne en un capitalisme de connivence emballé par un vernis écologique.

Un système qui profitera sans aucun doute à certains... et beaucoup moins à d'autres.

Bill Wirtz